

## **Pour une politique du sport partout, par tous et pour tous.**

**Conseil municipal – Saint Etienne-du-Rouvray - 13 décembre 2018**

La France compte près de 165 000 clubs sportifs, comprenant 17 millions de licenciés et 3 millions de bénévoles. Une situation d'autant plus importante quand est annoncée l'organisation des Jeux Olympiques de 2024.

Or si ceux-ci semblent tendre à des investissements importants en direction des grandes infrastructures, le soutien le soutien aux associations sportives, à leurs bénévoles dirigeants et aux professionnels qui encadrent les pratiques reste en marge.

A Saint-Etienne-du-Rouvray, nous avons depuis longtemps fait le choix du sport pour toutes et tous. Nous sommes partie prenante d'une telle dynamique par des choix politiques et proposition d'un large éventail d'activités aux stéphanois (environ 5000 sportifs recensés), des plus jeunes aux aînés, qui s'illustre par 25 clubs couvrant 23 disciplines. Économique, écologique, sécurisante et orientée vers le « savoir nager » pour tous, avec une tarification solidaire à 9 niveaux, la piscine Marcel Porzou rénovée que nous inaugurons il y a un an est une démonstration de cette volonté de mettre à disposition du plus grand nombre des équipements de qualité.

Cet engagement nous le conduisons malgré des dotations budgétaires de l'Etat en baisse drastique et constante d'une part et, d'autre part, des obligations réglementaires et normatives de plus en plus contraignantes, donc couteuses pour nos budgets.

Après l'annonce de la feuille de route gouvernementale assignée au Ministère de la jeunesse et des sports pour 2019, ce grand écart risque de conduire au point de rupture même si nous pensons qu'une évolution est nécessaire pour adapter le Ministère des Sports et le mouvement sportif aux évolutions sociales et sociétales, ainsi qu'à celles des pratiques. Pour autant, le projet présenté est loin des attentes, voire à l'opposé.

Déjà, pour son premier budget, le gouvernement Macron-Philippe avait diminué de 67 millions les crédits pour le soutien au sport. Face au tôle soulevé par cette décision il a ensuite remis modestement et en catastrophe sur la table 5,6 millions uniquement pour aider les « clubs les plus en difficulté ».

Pour 2019, il est question d'une nouvelle baisse de 30 millions d'euros et la suppression de 1.600 postes à temps plein de Conseillers techniques sportif d'ici 2022.

De plus, le plafond de la taxe Buffet sur les droits TV a été abaissé de 40 à 25 millions d'euros au moment où ceux de la Ligue 1 de football dépassent le milliard d'euros.

A cela s'ajoute la baisse des crédits du CNDS, la suppression des contrats aidés et la réduction des dépenses publiques infligées aux collectivités locales.

La menace que fait courir la politique gouvernementale sur le sport suscite de nombreuses réactions dans le milieu sportif.

Le mouvement sportif, qui a lancé une pétition nationale *#LeSportCompte*, demande que le sport bénéficie de moyens à hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux. Il estime que « *Le monde sportif déchanté de voir que le sport est considéré comme une charge* ».

Ainsi, pendant que le sport business accroît ses profits, le sport de masse, le sport pour tous et donc la formation sont soumis à l'austérité, aux rationnements voire à disparaître.

**Considérant :**

- les nouvelles baisses budgétaires et les suppressions de postes annoncées par le gouvernement au sein du Ministère de la Jeunesse et des Sports dans le cadre du projet de budget 2019,

- les baisses de dotation subies par les collectivités locales et notamment les communes qui peinent à entretenir les équipements sportifs et à contribuer au financement des associations sportives,

- la difficulté pour les communes de pouvoir compenser sur leur propre budget le désengagement de l'Etat et des régions dans le soutien à la pratique sportive de masse,

- les réactions unanimes et généralisées du mouvement sportif français contre ces projets et les alertes qu'il lance sur les conséquences concrètes qu'entraîneraient ces décisions.

Le Conseil Municipal de Saint-Etienne-du-Rouvray, réuni en séance le 13 décembre 2018, demande au gouvernement de renoncer au projet de nouvelle diminution des crédits du Ministère de la jeunesse et des sports ; d'engager, en concertation avec le mouvement sportif Français et les élus locaux, une loi de programmation en faveur du sport adossée à des augmentations régulières des crédits du Ministère ; de faire évoluer les sources de financement pour faire en sorte que les dirigeants du monde associatif puissent s'affranchir des contraintes démesurées liées aux demandes de subventions et à l'incertitude financière pour l'avenir de leur club ; de revenir à un Ministère de plein exercice, en partenariat avec le mouvement sportif, sous peine de voir disparaître les sports plus ou moins confidentiels donc peu médiatisés.